

DECISION DU MAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2024

Nous, Roger DIDIER, Maire de la Ville de GAP,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, deuxième partie et principalement le Livre 1er Titre II, Chapitre II et notamment son article L 2122-22, 5° par lequel le Conseil Municipal donne délégation de compétences au Maire afin de “décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n’excédant pas douze ans” ;

Vu la délibération prise par le Conseil Municipal en date du 28 mai 2020, donnant délégation de pouvoirs au Maire pour la durée de son mandat, en application des dispositions de l’article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant la sollicitation constante dont fait l’objet la Commune, sur la recherche de locaux disponibles permettant l’exploitation et l’exposition artistique ;

Considérant le nombre de locaux répondants aux critères, vacants de longue date, situés en centre-ville de la Commune ;

Considérant le potentiel de redynamisation du centre-ville par la réinstallation d’occupants au sein de ces locaux vacants durant la période estivale.

Considérant l’appel à candidature publié par la Commune dans le cadre de son programme “Atelier d’artiste éphémère” édition 2024.

Considérant la possibilité pour la Commune de répondre à l’objectif précité en se portant preneuse des locaux vacants, par bail civil, afin de mettre à disposition les locaux ainsi loués à des artistes choisis dans le cadre du programme.

DECIDONS

ARTICLE 1 : Il est décidé de se porter preneur à bail civil, d’un local d’une superficie d’environ 30 m² sis à GAP (05000) 23, Rue Pérolière et 24, Rue de la Manutention, dans un immeuble cadastré Section CO Numéro 83 appartenant à la SCI BCDR, pour une durée de 2 mois à compter du 01/07/2024 pour se terminer le 31/08/2024.

ARTICLE 2 : Le bail civil sera conclu moyennant le versement d’un loyer mensuel de six cent cinquante euros (500,00 eur) hors fluides ainsi que d’une provision mensuelle pour taxe foncière de cinquante cinq euros (50,00 eur).

ARTICLE 3 : Le bail civil sera conclu aux conditions générales de droit en la matière régies par les articles 1714 et suivants du Code Civil et notamment aux conditions particulières suivantes :

- le bailleur aura la faculté de résilier le bail à tout moment et moyennant le respect d’un préavis délivré par congé notifié au locataire par lettre

La présente décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d’un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE Cedex 6) ou par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Dans le même délai, un recours gracieux interrompant le délai de recours contentieux pourra être adressé à l’auteur de l’acte.

- recommandé avec accusé de réception, au moins 48 heures à l'avance et obligatoirement motivé d'un motif grave et légitime ;
- le preneur aura la faculté de résilier le bail à tout moment moyennant le respect d'un préavis délivré par congé notifié au bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 48 heures à l'avance et obligatoirement motivé d'un motif grave et légitime ou d'un intérêt public ;
 - le preneur fera son affaire personnelle pour sa mise en conformité avec les normes administratives aux vues de l'activité envisagée dans les lieux loués ;
 - le preneur jouira des lieux en bon père de famille et devra maintenir, durant toute la durée du bail, le bien loué en bon état de réparations locatives et d'entretien ;
 - le preneur fera son affaire personnelle pour la fourniture en énergie du bien loué ;
 - le preneur fera son affaire personnelle de la souscription de tout contrat d'assurance contre l'incendie et tout autre contrat d'assurance rendu nécessaire par l'exercice de l'activité envisagée ;
 - le preneur mettra à disposition le local à un artiste choisi dans le cadre du programme culturel précité par convention ;
 - le bail prendra automatiquement fin au terme de la durée sans possibilité de tacite reconduction ni aucun droit au maintien dans les lieux pour le locataire ;
 - le preneur aura la faculté de sous-louer librement le bien loué sans avoir à en demander l'accord préalable de bailleur quant la décisions de sous-location et quant à la qualité du sous-locataire ;
 - le bail sera résilié de plein droit sans préavis dans le cas où l'une des clauses ne serait pas respectée.

ARTICLE 4 : Le bail civil sera rédigé en la forme administrative, par acte sous seings privés.

ARTICLE 5 : La présente décision, après sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département, sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au bailleur.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services et le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

FAIT ET ARRÊTÉ en MAIRIE, à Gap, le 26 JUIN 2024



Transmis en Préfecture le : 27 JUIN 2024

Publié ou notifié le :

27 JUIN 2024

1000

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE GAP (05)

Utilisateur : ACTES VILLE

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **D2024_06_385**
Objet : **Location 23 rue Pérolière et 24 rue de la Manutention - Atelier artiste éphémère 2024**
Type de transaction : Transmission d'actes
Date de la décision : 2024-06-26 00:00:00+02
Nature de l'acte : Actes individuels
Documents papiers complémentaires : NON
Classification matières/sous-matières : 7.10 - Divers
Identifiant unique : 005-210500617-20240626-D2024_06_385-AI
URL d'archivage : Non définie
Notification : Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 005-210500617-20240626-D2024_06_385-AI-1-1_0.xml	text/xml	912 o
Document principal (Acte individuel) Nom original : D_14929.pdf Nom métier : 99_AI-005-210500617-20240626-D2024_06_385-AI-1-1_1.pdf	application/pdf	60 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	27 juin 2024 à 10h45min38s	Dépôt initial
En attente de transmission	27 juin 2024 à 10h46min30s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	27 juin 2024 à 10h46min34s	Transmis au MI
Acquittement reçu	27 juin 2024 à 10h46min45s	Reçu par le MI le 2024-06-27

